S'il opte pour le marché libre, il reçoit à la livraison de ses produits une somme qui en représente le prix total, au lieu d'un versement initial et d'un versement final comme prévu dans le système de paiements de la Commission du blé.

9.5.5 Aide à l'agriculture

Les programmes fédéraux d'aide à l'agriculture ont pour objet de contribuer à la stabilité de l'industrie agricole du Canada et à la régularité des approvisionnements alimentaires destinés aux Canadiens. Les programmes de soutien des prix aident les producteurs à obtenir une rétribution équitable pour leur travail et leur effort de gestion, en garantissant la stabilité du revenu agricole et en aidant les producteurs à poursuivre leur activité en période de baisse des prix. L'assurance-récolte, offerte dans le cadre de programmes administrés par les provinces et auxquels le gouvernement fédéral contribue financièrement, permet aux agriculteurs de se protéger contre les pertes de récolte attribuables à des phénomènes naturels tels que la grêle, la sécheresse et les insectes. Le financement à crédit est important pour les agriculteurs qui désirent améliorer ou accroître leur activité. Parmi les autres programmes d'aide figurent ceux relatifs à la commercialisation et aux provendes. Agriculture Canada ou des organismes comptables au ministre de l'Agriculture administrent les programmes d'aide.

La *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative* (LPDAACC) est entrée en vigueur le 1^{er} février 1988 et a remplacé la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles* (LPDAA) qui est venue à expiration en janvier 1988. La LPDAACC est une version étendue de l'ancienne LPDAA.

Une disposition-clé du programme créé d'après la nouvelle Loi est qu'il permet d'accorder des garanties à l'égard des prêts consentis aux coopératives formées par des agriculteurs en vue de traiter, de commercialiser ou de distribuer leurs produits. Ces coopératives peuvent bénéficier d'un prêt garanti jusqu'à 3 millions de dollars. En vertu de la nouvelle Loi, la somme maximale qu'un emprunteur peut devoir est de 250 000 dollars. Tous les emprunts sont remboursables sur une période pouvant aller jusqu'à 10 ans, mais s'il s'agit d'achat de terres additionnelles, la période maximale de remboursement est alors de 15 ans.

Les prêts destinés aux améliorations agricoles doivent être garantis, et les emprunteurs sont tenus d'acquitter au moyen de leurs propres ressources une somme équivalant à 20 % du coût de l'achat ou du projet envisagé. Le taux d'intérêt maximal sur ces prêts s'établit au taux préférentiel des ban-

ques à charte plus 1 %.

L'*Office des produits agricoles* (1951) a le pouvoir d'acheter, de vendre ou d'importer des produits agricoles; d'entreposer, de transporter ou de conditionner de tels produits; d'en vendre à tout pays ou de prendre des dispositions en vue de leur achat et de leur livraison; ou encore d'acheter de tels produits au nom de tout gouvernement ou organisme public. L'Office ne peut vendre à perte que si le gouverneur en conseil l'y autorise. Par ailleurs, il peut adopter, aux fins de la stabilisation du marché des produits agricoles, des programmes tenant lieu de mesures prévues par la *Loi sur la stabilisation des prix agricoles*.

L'*Office de stabilisation des prix agricoles* (1958) stabilise les prix des produits de la ferme, d'une part pour aider l'industrie agricole à obtenir une rémunération équitable pour ses investissements et son travail, et, d'autre part, pour maintenir un ratio convenable entre les prix payés aux agriculteurs et le coût des biens et services qu'ils achètent. Les produits dont l'Office s'occupe comprennent bovins de boucherie, porcs, agneaux et laine, lait et crème de transformation, maïs et soya, blé d'hiver et de printemps, ainsi que l'avoine et l'orge produits en dehors des zones stipulées dans la *Loi sur la Commission canadienne du blé*. Le gouverneur en conseil a le pouvoir de désigner d'autres denrées que l'Office doit dès lors inscrire dans son mandat. Cet organisme peut stabiliser le prix de n'importe quel produit par des offres d'achat ou en versant des paiements d'appoint aux producteurs. La stabilisation des prix au moyen de paiements d'intervention aide à assurer l'équilibre entre l'offre et la demande. La Loi prévoit aussi un programme de stabilisation dont le coût est assumé par les trois participants (administration fédérale, province et producteur).

Pour le financement de ses activités, l'Office reçoit des crédits parlementaires.

La *Loi sur l'assurance-récolte* (1959) prévoit que l'administration fédérale doit aider les provinces à mettre à la disposition des agriculteurs une assurance-récolte tous risques, sur une base de partage des frais. L'assurance-récolte peut protéger l'agriculteur contre certaines pertes imprévues. L'institution de l'assurance-récolte incombe aux autorités provinciales, et les régimes sont créés en fonction des besoins de chaque province. Le gouvernement fédéral partage les risques en fournissant des prêts ou une réassurance lorsque les indemnités à verser dépassent de beaucoup les primes et les réserves. Les agriculteurs paient 50 % des primes totales nécessaires pour que le régime puisse s'autofinancer. Le reste provient du gouvernement fédéral si la province choisit